

POLITIQUE

Gouvernement Attal - Guillaume Kasbarian au logement : le coup de fouet libéral d'Emmanuel Macron

dimanche 11 février 2024, par [DELAPORTE Lucie](#), [GRAULLE Pauline](#) (Date de rédaction antérieure : 9 février 2024).

Bête noire des organisations de mal-logés ou de locataires, le nouveau ministre, qui ne jure que par le libre marché et la suppression des « normes », a le pedigree idoine pour enclencher une dérégulation massive du secteur au détriment des plus précaires.

Sommaire

- [Une discrète passation de](#)
- [Macroniste de la première et](#)

Kasbarian au logement ? Une « provocation » pour Pascal Brice, président de la Fédération des acteurs de la solidarité. « *C'est comme si vous mettiez Depardieu à l'égalité hommes-femmes !* », a lui aussi réagi le député insoumis François Ruffin. « *Sous le choc* », le DAL (l'association Droit au logement) a quant à lui ironiquement salué l'arrivée du « *ministre du délogement et de l'immobilier* », appelant à un rassemblement de protestation ce vendredi après-midi à Paris.

Il faut dire que, dans le milieu, la politique logement à la sauce Kasbarian a déjà été largement éprouvée depuis le second quinquennat d'Emmanuel Macron. C'est lui qui a porté la loi dite « anti-squat », [critiquée](#) par la Défenseure des droits, [condamnée](#) jusqu'à l'ONU, et [considérée](#) par les associations comme « *piétin[ant] le droit au logement* ».

Une loi adoptée en avril dernier avec les voix du Rassemblement national (RN) qui criminalise l'occupation de surfaces vacantes - y compris des bureaux vides - et qui prévoyait, dans sa première mouture et à la demande expresse du député d'Eure-et-Loir, six mois de prison pour les locataires en situation d'impayés.

L'homme est assez constant dans ces combats puisqu'il signalait déjà en 2020 une tribune appelant à revenir sur la trêve hivernale au motif que certains propriétaires se retrouvent dans des situations inextricables. « *Il fait partie de ceux prêts à dégommer des tabous consensuels comme la trêve hivernale, obtenue par l'abbé Pierre après son appel de 1954. Ne pas expulser les gens quand il neige dehors c'est quand même le minimum du minimum* », rappelle Manuel Domergue.

Alors que son prédécesseur à l'hôtel de Roquelaure, Patrice Vergriete, pouvait difficilement accepter de voir démanteler la loi SRU, une loi emblématique des politiques de mixité sociale qu'il a contribué à écrire lorsqu'il était au cabinet de Claude Bartolone, son remplaçant, lui, ne devrait pas faire de manière pour mettre en œuvre la feuille de route de Matignon.

« *Autant Vergriete avait une fibre locataire, autant "Kasba" est plutôt fibre propriétaire* », résume, à

mots choisis, un de ses collègues de banc du groupe Renaissance où il est, malgré sa bonhomie, diversement apprécié.

Une discrète passation de pouvoir

La passation de pouvoir entre le ministre sortant et son successeur s'est déroulée vendredi 9 février à huis clos dans une ambiance étrange. « *Kasbarian n'a pas dit un mot sur le logement social, pas un mot sur la politique de la ville. Tout a tourné autour de la politique de l'offre et la défense du petit propriétaire* », raconte, navré, un participant.

Alors que, la veille déjà, son nom circulait dans les couloirs du colloque des vingt ans de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), le monde du logement social semblait incrédule. « *Kasbarian, c'est le virage thatchérien de la politique du logement* », lançait un acteur majeur du logement social estimant que « *son projet c'est de financiariser le monde HLM* ». En 1988, la première ministre britannique avait lancé un grand plan de privatisation du parc de logement social en prônant une politique d'accès à la propriété qui ne déplairait pas au nouveau ministre.

Avocat de la propriété privée, Guillaume Kasbarian a [aussi vigoureusement défendu](#) dans l'hémicycle [le « décret habitat »](#) qui permet désormais de mettre en location des surfaces avec 1,80 m de hauteur sous plafond, peu éclairées et peu ventilées. Aux côtés de sa collègue Marie Lebec, ministre chargée des relations avec le Parlement, qui pouffait de rire en expliquant « *1,80 mètre, je passe* », Kasbarian avait argumenté qu'au moment où les Français peinent à se loger, il « *serait dommage de se priver de surfaces atypiques* ».

Une ligne plus dure encore que celle de Christophe Béchu, son ministre de tutelle, qui s'est dit prêt à revoir le texte mais qui contente les propriétaires de sous-pentes ou de caves autant que les marchands de sommeil.

Ce fervent défenseur des petits propriétaires pourrait aussi se montrer plus sensible au très fort lobbying pour repousser le calendrier d'interdiction de location des passoires thermiques. Peu intéressé par les questions écologiques, il s'est moult fois fait le porte-parole des inquiétudes des acteurs de l'immobilier sur le sujet.

Macroniste de la première et de la dernière heure

À 36 ans, le député, considéré comme « *l'un des derniers membres sincères du fan-club de Macron* », a connu une ascension éclair. Créateur du premier comité En Marche de Chartres et de ses alentours, Guillaume Kasbarian remporte en 2017 la très rurale première circonscription d'Eure-et-loir sur la promesse du « *renouvellement* ».

Dénué d'expérience politique mais diplômé de l'ESSEC, il lorgnera, tout le premier quinquennat, sur le portefeuille de l'industrie. Puis, après sa réélection en 2022, à la faveur d'une alliance avec un baron local Les Républicains (LR) et maire de Chartres, Jean-Pierre Gorges, il change son fusil d'épaule et se positionne sur le créneau du logement.

Très proche d'Aurore Bergé qui le pousse à la présidence de la commission des affaires économiques en 2022 et avec qui [il fréquente le Printemps républicain](#), celui qui aime à cultiver son look de dandy des champs - béret en tweed, moustache impériale - devient l'une des figures en vue de la Macronie.

Quand on le pousse dans ses retranchements, il se met à réciter du Ricardo pour nous expliquer que seule la dérégulation du marché pourra résoudre la crise du logement.

William Martinet, député La France insoumise

À la tête de la commission des affaires économiques, « Kasba » hérite ainsi de textes clefs, comme celui sur le pouvoir d'achat en tout début du mandat, ou celui sur le nucléaire. Il pique aussi à son collègue et président de la commission du développement durable, Jean-Marc Zulesi, avec qui il entretient des relations notoirement exécrables, une partie de l'examen du texte sur les énergies renouvelables. Il s'oppose alors à « *la paperasse administrative, [les] procédures à rallonge et [les] lenteurs* », bref, à tout ce qui pourrait entraver le développement du business des éoliennes et du photovoltaïque.

Ce libéral assumé qui espère, depuis le début de la législature, que la majorité nouera un « *contrat de coalition* » avec LR, a un credo : le libre marché. « *Il a un point commun avec Macron, c'est son indifférence totale aux problèmes des gens : il considère sincèrement que ce n'est pas son job* », dit de lui un membre du groupe LR à l'Assemblée nationale.

Pour William Martinet, spécialiste du logement à La France insoumise (LFI) siégeant à la commission des affaires économiques, il n'est rien qu'un « *idéologue* ». « *Quand on le pousse dans ses retranchements, il se met à réciter du [Ricardo](#) pour nous expliquer que seule la dérégulation du marché pourra résoudre la crise du logement* », raconte l'Insoumis qui estime qu'il est bien difficile pour l'opposition d'avoir prise sur son « *dogmatisme* » économique.

« *Si Macron est libéral, alors Kasbarian est ultralibéral, et va donner aux marchés la tâche de répondre à une crise qui nécessiterait pourtant une ambition publique très forte* », déplore le député communiste de Seine-Saint-Denis Stéphane Peu, qui rappelle les chiffres dramatiques de la crise du logement dans son département : 1 500 appels par soir au Samusocial, plus d'un demi-millier de personnes à la rue, dont des dizaines de femmes enceintes...

Une réalité que Guillaume Kasbarian devra pourtant se coltiner, lui qui pourfend la dépense publique, la dette, les impôts et les « *normes* » en tout genre - une ritournelle qu'il n'a eu de cesse de répéter à ses administrés pendant la crise agricole. Au printemps dernier, il sortait de l'anonymat après un tweet particulièrement véhément [à l'égard de la réalisatrice Justine Triet](#), taclant « *ce petit microcosme [du cinéma français - ndlr], biberonné aux aides publiques comme jamais, qui fustige une politique "néo-libérale"...* » « *Il est peut-être temps d'arrêter de distribuer autant d'aides à ceux qui n'ont aucune conscience de ce qu'ils coûtent aux contribuables* », ajoutait celui qui refusera mordicus par la suite d'aller visionner la Palme d'or, lui préférant le dernier *Astérix*, de Guillaume Canet.

Pour Emmanuel Macron, le choix de ce ministre constitue en tout cas une nette rupture et un jalon supplémentaire de la droitisation de ses gouvernements. Jusque-là, le chef de l'État avait toujours opté pour le logement pour des profils issus du Parti socialiste : Julien Denormandie, Emmanuelle

Wargon, Olivier Klein et Patrice Vergriete. Cette fois, c'est un libéral, un vrai, qui portera la politique du logement. Sans états d'âme.

Lucie Delaporte et Pauline Graulle

P.-S.

• Mediapart, 9 février 2024 à 19h49 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/200621/elections-regionales-et-departementales-notre-recit-en-direct-du-premier-tour>

Les articles de Lucie Delaporte sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/lucie-delaporte>

Les articles de Pauline Graulle sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/pauline-graulle>

ESSF invite lectrices et lecteurs à s'abonner à Mediapart.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>